

Il n'y a rien à discuter ! Grève générale !

La lutte des travailleurs de la santé pose la question de la grève générale

Depuis le printemps, les travailleurs des urgences hospitalières et des maisons de retraite, étranglés par la réduction des moyens budgétaires et le manque de personnels, font grève. Mais les collectifs « inter-urgences », « inter-hôpitaux » et les directions syndicales de la santé (CGT, FO, SUD, CFTC, CFDT...) dissipent la combativité vers des « journées d'action » comme le 14 novembre qui ne peuvent arracher les revendications. En face, le gouvernement peut continuer à manœuvrer, ne lâche que des miettes, mais pas une seule augmentation de salaire, pas un seul poste de créé ! La victoire passe par la grève générale des hôpitaux et des salariés de la santé jusqu'à satisfaction et non par de nouvelles journées d'action.

Les grèves spontanées à la SNCF posent la question de la grève générale

Le 21 octobre, 200 ouvriers du technicentre de Châtillon qui répare les TGV Atlantique ont débrayé sans préavis de grève. Leur lutte contre la suppression de 12 jours de repos, la hausse de 50 % du nombre de nuits de travail, la réduction du temps de repos en fin de semaine, s'oppose au « dialogue social » cher au patron et aux bureaucrates syndicaux.

Nous avons cessé le travail massivement depuis le 21 octobre au soir, sans se concerter ou être encadrés par les syndicats... Nous ne pouvons plus accepter de travailler avec des salaires proches du SMIC et gelés depuis 5 ans, en sous-effectif et avec des agents qui démissionnent de plus en plus... Nous appelons l'ensemble des cheminots à relever la tête car la situation aujourd'hui à Chatillon est en réalité le reflet d'une politique nationale. (Communiqué des grévistes, 27 octobre 2019)

Le 2 novembre, le travail reprenait après l'abandon de la restructuration par la direction, l'embauche de 30 salariés et la promesse qu'aucune sanction contre les grévistes ne serait prise. À la suite, les travailleurs des technicentres du Landy (Seine saint Denis) et de Vénissieux (Rhône) ont fait grève, arrachant aussi des primes et des embauches.

La nouvelle attaque contre les retraites pose la question de la grève générale

Macron veut casser les régimes spéciaux, les retraites des fonctionnaires, le régime général actuel de la Sécu, pour aboutir à un seul régime détérioré pour tous les travailleurs (mais pas pour les policiers, les militaires et les parlementaires). Il veut imposer un système par points : la valeur du point sera entre les mains de l'État et fluctuera

selon le niveau de la croissance économique, l'espérance de vie de la génération partant en retraite, plus celle-ci augmenterait, plus la valeur du point baisserait, etc. Les simulations montrent une baisse de 30 % du taux de remplacement en vingt ans avec ce nouveau système !

Pourtant, pendant 18 mois, jusqu'en mai 2019, les chefs syndicaux (CFDT, CGT, FO, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU) se sont rendus docilement aux convocations du gouvernement. Ces mêmes dirigeants participent depuis l'an 2000 au Conseil d'orientation des retraites. Son dernier rapport préconise, soit le recul de l'âge minimal de départ « après 62 ans selon les générations », soit l'augmentation de la durée de cotisations passant de « 42 à 44,7 annuités en 2025 », soit la création d'un « âge du taux plein autour de 63,5 ans », c'est-à-dire un âge pivot avant lequel la pension serait amputée. Ces dernières semaines, tous les dirigeants syndicaux se sont encore rendus aux réunions de Philippe et Delevoye.

Vaincre le gouvernement, arracher le retrait

Les chefs syndicaux ont décrété de nombreuses « journées d'action » depuis septembre (RATP le 13 septembre, transport aérien le 16 septembre, EDF le 21 septembre, interprofessionnelle le 24 septembre, santé le 14 novembre...). La succession des journées d'action a conduit aux défaites en 2003 (retraites), 2010 (retraites), 2016 (loi El Khomri), 2018 (SNCF). Ils ont aussi décrété une « journée d'action » interprofessionnelle le 5 décembre.

À cause de la combativité à la RATP, les directions syndicales y appellent à une grève illimitée le 5 décembre. Ailleurs, elles ont décrété que les grévistes pouvaient « reconduire » la grève, c'est-à-dire choisir, chacun de son côté, de la poursuivre ou pas. Chacun de son côté, c'est le contraire du « tous ensemble », c'est le contraire de l'appel à la grève générale !

Dans les syndicats, dans les assemblées générales, il faut imposer la rupture avec le gouvernement et préparer la grève générale jusqu'au retrait du projet.

Boycott des concertations avec le gouvernement ! Dirigeants syndicaux, sortez du Conseil d'orientation des retraites !

Retrait du plan Macron-Philippe-Buzyn-Delevoye !

Augmentation des cotisations patronales ! Suppression des cotisations des salariés ! Abrogation des mesures antérieures contre les retraites !

Élection de délégués pour constituer une coordination nationale de la lutte ! Autodéfense des manifestations !

1^{er} décembre 2019

